

**N° DP 24/1080**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **PRISE EN CHARGE DU MONTANT DES DEPENS ENGAGES PAR UN AVOCAT DANS UNE INSTANCE JUDICIAIRE OPPOSANT UN PARTICULIER A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision Président n°23/738 en date du 8 août 2023 procédant au versement de l'indemnité due dans le cadre d'une procédure de délaissement,

**VU** la décision Président n°24/648 en date du 16 juillet 2024 procédant au versement du reliquat de l'indemnité due dans le cadre d'une procédure de délaissement,

**VU** la décision n°24/786 en date du 16 septembre 2024 modifiant la décision Président n°24/648 du 16 juillet 2024,

**VU** le jugement du Tribunal Judiciaire de Toulon / Juridiction de l'expropriation n°23/17 du 30 juin 2023,

**VU** l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence / Chambre de l'expropriation n°2024/10 en date du 27 juin 2024,

**CONSIDERANT** que la commune de Six-Fours-les-Plages a, par délibération du 10 avril 2015, approuvé son Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de la procédure d'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme, un emplacement réservé a été inscrit en vue de la création d'une voirie,

**CONSIDERANT** qu'un projet communal prévoit la réalisation d'une voie de liaison entre le carrefour du Carredon et l'avenue Cros de Boyer, sur 8 mètres de largeur d'emprise pour la circulation de véhicules automobiles en double sens (5,00 m), et comportant deux trottoirs d'une largeur de 1,50m dans l'intérêt de la sécurité des usagers,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 14 mars 2001, la commune de Six-fours-les-Plages indiquait à Mme BOURRELY Hélène son intention de créer une liaison entre la rue Carredon et le chemin du Cros Du Boyer de sorte que sa parcelle était grevée par un emplacement réservé qui touchait une emprise de 396 m<sup>2</sup> de son terrain évalué à l'époque par les services fiscaux à quarante-trois mille quatre cent soixante-six euros environ (43 466 €),

**CONSIDERANT** que par courriers en date du 22 octobre 2021 et 19 mai 2022, Mme BOURRELY Hélène a mis en demeure la commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole TPM (compétente en matière de voirie depuis sa création) d'acquérir une partie de sa parcelle sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages rue Carredon cadastrée section CA n°286 grevée par l'emplacement réservé n°15 destiné « à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la RD 63 » conformément aux dispositions de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que suite à l'échec de la procédure amiable concernant l'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la portion de la propriété de Mme BOURRELY Hélène grevée par l'emplacement réservé, celle-ci a saisi le juge de l'expropriation en date du 25 janvier 2023 en vue de la fixation des indemnités dues au titre des dispositions de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que par jugement n°23/17 du 30 juin 2023, le juge de l'expropriation a fixé à cent soixante-cinq mille euros (165 000 €) l'indemnité totale de dépossession que la Métropole doit verser à Mme BOURRELY Hélène ainsi que la somme de deux mille cinq cents euros (2 500 €) en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile, soit une somme totale de cent soixante-sept mille cinq cents euros (167 500 €),

**CONSIDERANT** que Mme BOURRELY Hélène a fait appel du jugement rendu par le tribunal judiciaire de Toulon/juridiction de l'expropriation,

**CONSIDERANT** que la chambre de l'expropriation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence dans un arrêt n°2024/10 en date du 27 juin 2024 a réformé le jugement rendu par le tribunal judiciaire de Toulon et condamné la Métropole Toulon Provence Méditerranée à versé à Mme BOURRELY Hélène la somme de cent soixante-six mille cinq cents euros (166 500 €) au titre de l'indemnité principale de dépossession et à la somme de dix-sept mille cinq cents euros (17 500 €) au titre de l'indemnité de remploi, soit une indemnité globale de dépossession de cent quatre-vingt-quatre mille euros (184 000 €),

**CONSIDERANT** que par décision du Président n°24/648 en date du 16 juillet 2024 la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de verser la somme de seize-mille cinq cents euros (16 500 €) correspondant au reliquat de cette indemnité,

**CONSIDERANT** que le montant de ce reliquat étant erroné il a été nécessaire par décision n°24/786 du 16 septembre 2024 de modifier le montant de ce reliquat et de prévoir le versement d'une somme de dix-neuf mille euros (19 000 €) au titre du reliquat de l'indemnité principale de dépossession et celle liée à l'indemnité de remploi,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre également en charge le règlement des dépens de l'avocat de Mme BOURRELY qui s'élèvent à la somme de trois cent vingt-huit euros et soixante-dix-huit centimes d'euros (328,78 €),

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE VERSER** à Maître PARISI Philippe avocat la somme de trois cent vingt-huit euros et soixante-dix-huit centimes d'euros (328,78 €) correspondant aux frais de dépens engagés par celui-ci en tant que conseil de Mme BOURRELY Hélène dans l'instance opposant celle-ci à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

## ARTICLE 2

**D'ETABLIR** et **DE SIGNER** tous les actes permettant le paiement de ces dépenses.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 2024 et suivants, opération 10996 « TPM Mise en demeure d'acquérir » chapitre 65, fonction 844, article 65888.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **06 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



## MANDELLI Michel

---

**De:** Philippe PARISI <philippe.parisi@imavocats.fr>  
**Envoyé:** mercredi 20 novembre 2024 09:22  
**À:** MANDELLI Michel  
**Objet:** RE: versement de l'indemnité à Me BOURRELY

Cher Monsieur,

Les indemnités ont été payées.

A ce stade, il ne manque plus que le règlement des dépens, dont j'avais adressé le détail à votre conseil, par courrier officiel du 15 octobre 2024, resté sans réponse.

Ceux-ci s'élèvent à la somme de 328,78 €, se décomposant comme suit :

- 26 € droit de plaidoirie (13 € x 2 – appel et 1ère instance),
- 225 € timbre fiscal d'appel,
- 77,78 € signification huissier.

Sincèrement,



Philippe PARISI  
Avocat associé  
04 94 18 98 98  
23 rue Peiresc  
83000 TOULON  
[www.imavocats.fr](http://www.imavocats.fr)

Ce message peut contenir des informations confidentielles, couvertes par le secret professionnel ou réservées exclusivement à leur destinataire. Toute lecture, utilisation, diffusion ou divulgation sans autorisation expresse est rigoureusement interdite. Si vous n'en êtes pas le destinataire, merci de prendre contact avec l'expéditeur et de détruire ce message. This email may contain material that is confidential, privileged and/or attorney work product for the sole use of the intended recipient. Any review, reliance or distribution by others or forwarding without express permission is strictly prohibited. If you are not the intended recipient, please contact the sender and delete all copies.

**De :** MANDELLI Michel <mmandelli@metropoletpm.fr>  
**Envoyé :** mercredi 20 novembre 2024 09:14  
**À :** Philippe PARISI <philippe.parisi@imavocats.fr>  
**Objet :** versement de l'indemnité à Me BOURRELY

Maitre bonjour,

Je me permets de revenir vers vous au sujet du dossier cité en objet. Pouvez-vous me confirmer que l'intégralité des sommes dues à Mme BOURRELY ( 186 500 €) ont bien été reçues sur votre compte.

D'avance merci.  
Cordialement.



N° DP 24/648

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SIX-FOURS-LES-PLAGES - RUE CARREDON - MISE EN OEUVRE DE L'EMPLACEMENT RESERVE N°15 - VERSEMENT D'INDEMNITE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/75 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/78 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le jugement du Tribunal Judiciaire de Toulon / juridiction de l'expropriation n°23/17 du 30 juin 2023,

**VU** la décision n°23/738 du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 8 août 2023 procédant au versement de l'indemnité due dans le cadre d'une procédure de délaissement,

**VU** l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence / chambre de l'expropriation n°2024/10 en date du 27 juin 2024,

**CONSIDERANT** que la commune de Six-Fours-les-Plages a, par délibération du 10 avril 2015, approuvé son Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de la procédure d'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme, un emplacement réservé a été inscrit en vue de la création d'une voirie,

**CONSIDERANT** qu'un projet communal prévoit la réalisation d'une voie de liaison entre la rue Carredon et l'avenue du Cros du Boyer, sur 8 mètres de largeur d'emprise pour la circulation de véhicules automobiles en double sens (5,00 m), et comportant deux trottoirs d'une largeur de 1,50 m dans l'intérêt de la sécurité des usagers,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 14 mars 2001, la commune de Six-Fours-les-Plages indiquait à Mme BOURRELY Hélène son intention de créer une liaison entre la rue Carredon et le chemin du Cros du Boyer de sorte que sa parcelle était grevée par un emplacement réservé qui touchait une emprise de 396 m<sup>2</sup> de son terrain évalué à l'époque par les services fiscaux à quarante-trois mille euros quatre cent-soixante-six euros environ (43 466 €),

**CONSIDERANT** que par courriers en date du 22 octobre 2021 et 19 mai 2022, Mme BOURRELY Hélène a mis en demeure la commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole TPM (compétente en matière de voirie depuis sa création) d'acquérir une partie de sa parcelle cadastrée section CA n°286, sise rue Carredon à Six-Fours-les-Plages, grevée par l'emplacement réservé n°15 destiné « à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la RD63 » conformément aux dispositions de l'article L230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que suite à l'échec de la procédure amiable concernant l'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la portion de la propriété de Mme BOURRELY Hélène grevée par l'emplacement réservé, celle-ci a saisi le juge de l'expropriation en date du 25 janvier 2023 en vue de la fixation des indemnités dues au titre des dispositions de l'article L230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que par jugement n°23/17 du 30 juin 2023, le juge de l'expropriation a fixé à cent-soixante-cinq mille euros (165 000 €) l'indemnité totale de dépossession que la Métropole doit verser à Mme BOURRELY Hélène ainsi que la somme de deux mille-cinq cents euros (2 500 €) en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile soit une somme totale de cent soixante-sept mille cinq cents euros (167 500 €),

**CONSIDERANT** que par décision n°23/738 du 8 août 2023 le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a procédé au versement de l'indemnité due dans le cadre de la procédure de délaissement,

**CONSIDERANT** que Mme BOURRELY Hélène a fait appel du jugement rendu par le tribunal judiciaire de Toulon/juridiction de l'expropriation,

**CONSIDERANT** que la chambre de l'expropriation de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans un arrêt n°2024/10 en date du 27 juin 2024 a réformé le jugement rendu par le Tribunal judiciaire de Toulon et condamné la Métropole Toulon Provence Méditerranée à versé à Mme BOURRELY Hélène la somme de cent soixante-six mille cinq cents (166 500 €) au titre de l'indemnité principale de dépossession et à la somme de dix-sept mille cinq cents euros (17 500 €) au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité globale de dépossession de cent quatre-vingt-quatre mille euros ( 184 000 €),

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée ayant déjà versé la somme prévue par le jugement du tribunal judiciaire de Toulon il convient de verser le reliquat de cette indemnité qui s'élève à la somme de seize mille-cinq cents euros (16 500 €),

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE VERSER** à Mme BOURRELY Hélène la somme de seize mille-cinq cents euros (16 500 €) correspondant au reliquat de l'indemnité totale de dépossession pour l'expropriation partielle de la parcelle cadastrée section CA N°286 sise quartier Carredon, à Six-Fours-les-Plages.



## **ARTICLE 2**

**D'ETABLIR et DE SIGNER** tous les actes permettant d'une part, le paiement des indemnités prévues par l'arrêt n°2024/10 de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence du 27 juin 2024, d'autre part, la détermination de l'emprise du terrain acquise par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'emplacement **réservé** (document modificatif du parcellaire cadastral, bornage...).

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le Budget Principal 2024, opération n°10996 « TPM Mise en demeure d'acquérir », au chapitre 21, fonction 844, article 2111.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **1.6 JUL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



N° DP 23/738

## DECISION DU PRESIDENT

### VERSEMENT D'UNE INDEMNITE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE DE DELAISSEMENT A MADAME BOURRELY HELENE

#### Le Président de la Métropole

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le jugement du Tribunal Judiciaire de Toulon /juridiction de l'expropriation n°23/17 du 30 juin 2023,

**CONSIDERANT** que la commune de Six-Fours a, par délibération du 10 avril 2015, approuvé son Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de la procédure d'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme, un emplacement réservé a été inscrit en vue de la création d'une voirie,

**CONSIDERANT** qu'un projet communal prévoit la réalisation d'une voie de liaison entre la rue Carredon et l'avenue du Cros du Boyer sur 8 mètres de largeur d'emprise pour la circulation de véhicules automobiles en double sens (5,00 m) et comportant deux trottoirs d'une largeur de 1,50 m dans l'intérêt de la sécurité des usagers,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 14 mars 2001, la commune de Six-Fours-les-Plages indiquait à Mme BOURRELY Hélène son intention de créer une liaison entre la rue Carredon et le chemin du Cros du Boyer de sorte que sa parcelle était grevée par un emplacement réservé qui touchait une emprise de 396m<sup>2</sup> de son terrain évalué à l'époque par les services fiscaux à quarante - trois mille euros quatre cent soixante- six euros environ (43 466 €),

**CONSIDERANT** que par courriers en date du 22 octobre 2021 et 19 mai 2022, Mme BOURRELY a mis en demeure la commune de Six-Fours et la Métropole TPM (compétente en matière de voirie depuis la création de la Métropole)d'acquérir une partie de sa parcelle cadastrée section CA n°286 sise rue Carredon à Six-Fours Les Plages grevée par l'emplacement réservé n°15 destiné « à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres de l'avenue du Cros de Boyer à la RD63 » conformément aux dispositions de l'article L230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que suite à l'échec de la procédure amiable concernant l'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la portion de la propriété de Mme BOURRELY grevée par l'emplacement réservé, celle-ci a saisi le juge de l'expropriation en date du 25 janvier 2023 en vue de la fixation des indemnités dues au titre des dispositions de l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que par jugement n°23/17 du 30 juin 2023, le juge de l'expropriation a fixé à Cent soixante- cinq mille euros (165 000 €) l'indemnité totale de dépossession que la Métropole doit verser à Mme BOURRELY Hélène ainsi que la somme de Deux-mille cinq cents euros (2 500 €) en application de l'article 700 du code de procédure civile soit une somme totale de cent soixante-sept mille cinq cents euros (167 500 €),

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne souhaite pas faire appel de ce jugement,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE VERSER** à Mme BOURRELY Hélène la somme de Cent soixante- sept mille cinq cents euros (167 500 €) correspondant d'une part, à l'indemnité totale de dépossession (165 000 €) pour l'expropriation partielle de la parcelle cadastrée section CA N°286 sise quartier Carredon à Six-Fours-les-Plages, d'autre part à la somme prévue en application de l'article 700 du Code de Procédure Civile (2 500 €).

## ARTICLE 2

**D'ETABLIR** et **DE SIGNER** tous les actes permettant d'une part, le paiement des indemnités prévues par le jugement n°23/17 du 30 juin 2023, d'autre part, la détermination de l'emprise du terrain acquise par la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de l'emplacement réservé (document modificatif du parcellaire cadastral, bornage...).

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le budget de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 2023, opération n°10996 « TPM Mise en demeure d'acquérir » :

- au chapitre 21, fonction 844, article 2111 terrains nus pour l'expropriation ;
- au chapitre 65, article 65888 pour la somme de 2 500 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 08 Août 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**N° DP 24/786**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **MODIFICATION DE LA DP N°24/648 DU 16 JUILLET 2024 RELATIVE AU VERSEMENT D'UNE INDEMNITE DE DEPOSSESSION**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le jugement du Tribunal Judiciaire de Toulon / juridiction de l'expropriation n°23/17 du 30 juin 2023,

**VU** la décision Président n°23/738 en date du 8 août 2023 autorisant le versement de l'indemnité due dans le cadre d'une procédure de délaissement,

**VU** l'arrêt de la cour d'appel d'Aix-en-Provence/Chambre de l'expropriation n°2024/10 en date du 27 juin 2024,

**VU** la décision Président n°24/648 en date du 16 juillet 2024 autorisant le versement du reliquat de l'indemnité due dans le cadre d'une procédure de délaissement,

**CONSIDERANT** que la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES a, par délibération du 10 avril 2015, approuvé son Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'aux termes de la procédure d'élaboration de ce nouveau document d'urbanisme, un emplacement réservé a été inscrit en vue de la création d'une voirie,

**CONSIDERANT** qu'un projet communal prévoit la réalisation d'une voie de liaison entre le carrefour du Carredon et l'avenue Cros de Boyer, sur 8 mètres de largeur d'emprise pour la circulation de véhicules automobiles en double sens (5,00 m), et comportant deux trottoirs d'une largeur de 1,50 m dans l'intérêt de la sécurité des usagers,

**CONSIDERANT** que par courrier du 14 mars 2001, la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES indiquait à Madame BOURRELY Hélène son intention de créer une liaison entre la rue Carredon et le chemin de Cros du Boyer, grevant une parcelle appartenant Madame BOURRELY d'un emplacement réservé sur une emprise de 396 m<sup>2</sup>, évaluée alors par les services fiscaux à la somme de quarante-trois mille quatre cent soixante-six euros environ (43.466,00 €),

**CONSIDERANT** que par courriers en date du 22 octobre 2021 et 19 mai 2022, Madame BOURRELY Hélène a mis en demeure la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (compétente en matière de voirie depuis sa création) d'acquérir une partie de sa parcelle sise sur la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) rue Carredon, cadastrée section CA n°0286, grevée par l'emplacement réservé n° 15 destiné « à la création d'une voie de 8 mètres et 6 mètres, de l'avenue du Cros de Boyer à la RD 63 », conformément aux dispositions de l'article L. 230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que suite à l'échec de la procédure amiable concernant l'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la partie de la propriété de Madame BOURRELY Hélène grevée par l'emplacement réservé, celle-ci a saisi le juge de l'expropriation en date du 25 janvier 2023 en vue de la fixation des indemnités dues au titre des dispositions de l'article L. 230-3 du Code de l'Urbanisme,

**CONSIDERANT** que par jugement n°23/17 du 30 juin 2023, le juge de l'expropriation a fixé à cent soixante-cinq mille euros (165.000,00 €) l'indemnité totale de dépossession que la Métropole doit verser à Madame BOURRELY Hélène, ainsi que la somme de deux mille cinq cents euros (2.500,00 €) en application de l'article 700 du code de procédure civile, soit une somme totale de cent soixante-sept mille cinq cents euros (167.500,00 €),

**CONSIDERANT** que Madame BOURRELY Hélène a fait appel du jugement rendu par le tribunal judiciaire de Toulon/juridiction de l'expropriation,

**CONSIDERANT** que la chambre de l'expropriation de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, dans un arrêt n°2024/10 en date du 27 juin 2024 a réformé le jugement rendu par le tribunal judiciaire de Toulon, et a condamné la Métropole Toulon Provence Méditerranée à verser à Madame BOURRELY Hélène la somme de cent soixante-six mille cinq cent euros (166.500,00 €) au titre de l'indemnité principale de dépossession, et à la somme de dix-sept mille cinq cent euros (17.500,00 €) au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité globale de dépossession de cent quatre-vingt-quatre mille euros (184.000,00 €) ,

**CONSIDERANT** que par décision du Président n°24/648 en date du 16 juillet 2024 la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de verser la somme de seize mille cinq cents euros (16.500,00 €) correspondant au reliquat de cette indemnité,

**CONSIDERANT** que le montant de ce reliquat est erroné car c'est à tort que la Métropole a déduit du montant dû, la somme de deux-mille cinq cent euros (2.500,00 €) correspondant aux frais de justice déjà versés dans le cadre du jugement du tribunal judiciaire de Toulon,

**CONSIDERANT** dès lors qu'il convient de rectifier cette erreur matérielle et de modifier l'article 1 de la décision Président n° 24/648 du 16 juillet 2024 en ce qu'il convient de verser à Madame BOURRELY Hélène la somme de dix-neuf mille euros (19.000,00 €) correspondant au reliquat de l'indemnité principale de dépossession et de l'indemnité de emploi,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE MODIFIER** l'article 1 de la décision Président n°24/648 du 16 juillet 2024 et  
**DE VERSER** à Madame BOURRELY Hélène la somme de dix-neuf mille euros (19.000,00 €) correspondant au reliquat de l'indemnité totale de dépossession et l'indemnité de emploi pour l'expropriation partielle de la parcelle sise sur la commune de SIX-FOURS-LES-PLAGES (83140) quartier Carredon, cadastrée section CA n°286.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les autres articles de la décision Président n°24/648 du 16 juillet 2024 demeurent inchangés.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

16 SEP 2024